



## **Pass Sanitaire et Vaccination Obligatoire**

### **Pour le respect de notre statut, de nos missions, Et pour l'augmentation des moyens !**

Depuis ce mercredi 21 juillet, les personnels des bibliothèques, piscines, gymnases, ont pour obligations de mettre en place les nouvelles consignes : contrôle du pass sanitaire et de l'identité à l'entrée des établissements.

Alors que dans nombreux établissements, notre organisation syndicale pointe le manque d'effectif, le manque de moyens matériels pour effectuer les missions dans des conditions correctes, les travailleurs n'ont pas à subir les conséquences de la crise sanitaire.

Pour la CGT, le contrôle du pass sanitaire s'apparente à un contrôle d'identité et ne **correspond donc pas aux missions des agents**. Qui plus est, ce contrôle risque de générer des tensions : visiteurs récalcitrants ou ne parvenant pas à présenter leur pass pour diverses raisons, bugs, etc.

La CGT maintient fermement son opposition à la mise en place de ces mesures de contrôle et réclame **l'embauche immédiate d'effectifs supplémentaires** dédiés à nos missions de service public.

### ***Vaccination obligatoire :***

Sur le fond, la CGT rappelle que **le pass sanitaire a tout d'une passoire à tendance autoritaire. Il ne protège ni les agents ni les usagers, et même il les expose à de nouveaux risques. Qui plus est, il fait participer les agents à un dispositif sécuritaire qui ne ressort pas de leurs missions.**

La CGT des Territoriaux de Rouen est favorable à un accès facile et gratuit à la vaccination contre le COVID, à son extension la plus large possible au niveau mondial, et se prononce pour la levée des brevets sur les vaccins. Une vaccination massive et choisie est nécessaire pour lutter contre l'apparition de nouveaux variants toujours plus dangereux.

Pour cela il faut déployer des moyens humains, pour accompagner et répondre aux craintes d'une partie de la population dans un processus pédagogique partagé.

**Nous nous opposons à la stigmatisation  
des personnes et des agents non vaccinés,  
et s'opposerons aux sanctions qui pourront les viser.**

La pandémie de coronavirus, qui a provoqué la mort de plusieurs millions de personnes dans le monde, est **un problème de santé publique, pas un trouble à l'ordre public !** Elle appelle la mise en œuvre d'une véritable politique de santé publique, respectueuse des libertés individuelles et qui soit réellement protectrice des travailleuses, des travailleurs du public et du privé.